

Parquet Fédéral

Rue aux Laines 66/1
B-1000 Bruxelles
tél +32 2 557 77 11
fax +32 2 557 77 99

Federaal Parket

Wolstraat 66/1
B-1000 Brussel
tel +32 2 557 77 11
fax +32 2 557 77 99

Bruxelles, le 12 november 2013
Brussel, 12 november 2013

Inauguration le 12/11/2013 par Madame la ministre de la justice du système de vidéo-conférence installé au parquet fédéral.

1. Introduction

Depuis le 15 avril 2013, un système de vidéoconférence a été installé au parquet fédéral. Un service de vidéoconférence est un service de téléconférence audiovisuel en mode dialogue assurant le transfert bidirectionnel, en temps réel, du son et de l'image animée en couleur entre des groupes d'utilisateurs situés en deux ou plusieurs emplacements distincts.

Ce projet a été réalisé à l'initiative du SPF justice et du parquet fédéral afin d'améliorer la qualité et la rapidité des communications, d'éviter des déplacements, tant sur le plan national qu'international, qui engendrent des coûts et des risques importants.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet e-justice européenne « Transnational Use of Videoconferencing – True-to-life Implementation » visant à encourager l'usage de la vidéoconférence dans les pays de l'Union européenne et a été largement subventionné.

2. Descriptif du matériel

Un local a été spécialement aménagé au 7^{ème} étage du bâtiment Montesquieu situé à Bruxelles, rue aux Laines, 66, siège du parquet fédéral.

Le système « Polycom HDX 8000 » permet des communications en Haute définition et dispose de toutes les fonctionnalités les plus modernes pour ce type d'équipement.

Il comporte deux écrans géants situés face aux utilisateurs, l'un montrant les images sortantes, l'autre, les images entrantes et 3 caméras permettant de réaliser simultanément des plans larges, des plans rapprochés et la lecture de documents.

Les transmissions peuvent être réalisées numériquement, en « Intergrated Service Digital Network » (ISDN) et sont sécurisées. Un dispositif d'enregistrement a été installé.

3. Utilisation du matériel

3.1. Le parquet fédéral

Le projet élaboré par le parquet fédéral mentionne une série de compétences dans lesquelles l'utilisation de la vidéoconférence s'avère particulièrement utile sinon indispensable, particulièrement dans le cadre des relations judiciaires internationales et la réalisation de commissions rogatoires internationales. Il s'agit soit de procédures judiciaires, au stade de l'information, de l'instruction, de jugement ou de l'application des peines, soit de réunions ou d'échanges d'informations indispensables à l'exercice des compétences du parquet fédéral. A titre d'exemple :

- La matière de la piraterie maritime : Dans le cadre de l'opération Atalanta qui prévoit la patrouille d'un bateau militaire belge au large de l'Afrique afin d'intercepter des pirates s'attaquant à des navires ou intérêts belges. Il peut s'avérer nécessaire de procéder à des interrogatoires et à la mise sous mandat d'arrêt de pirates par un juge d'instruction belge. Une telle audition a déjà été réalisée à l'aide du matériel de la Defense lors de l'arrestation des pirates du « Pompéi »
- Dans le cadre d'infractions commises par des militaires belges en mission à l'étranger, il peut aussi s'avérer nécessaire de procéder à des interrogatoires et de délivrer des mandats d'arrêt à distance par un juge d'instruction.
- La protection des témoins menacés, l'audition de témoins ou d'experts résidents à l'étranger peut nécessiter l'utilisation de la vidéoconférence.
- En cas de violations graves du droit international humanitaire, le parquet fédéral peut exercer l'action publique pour des faits commis à l'étranger.
- La matière de la coopération internationale relevant des compétences du parquet fédéral justifie très souvent l'utilisation de la vidéoconférence pour l'échange d'informations ou l'organisation de réunions de concertation, en particulier avec Eurojust, et la réalisation de commissions rogatoires internationales.
- La répression du terrorisme et de la criminalité grave et organisée transfrontalière nécessite d'entretenir des contacts fréquents avec des magistrats ou juridictions étrangères.

Parmi les cas d'application fréquents, on peut citer :

- une autorité judiciaire étrangère sollicite l'audition en direct d'un témoin dans le cadre d'une audience.
- une autorité étrangère sollicite l'audition d'un témoin en Belgique afin d'enregistrer le témoignage et éviter de le transférer dans le pays de la procédure.
- une autorité étrangère sollicite l'audition d'un inculpé, le cas échéant détenu, ou d'une personne soupçonnée, ou d'un expert.
- une autorité étrangère sollicite l'organisation d'une confrontation entre 2 ou plusieurs personnes,

3.2 Les autres juridictions .

Dans le but de permettre une utilisation optimale du matériel mis à disposition du parquet fédéral , il a été décidé de permettre son utilisation par d'autres autorités judiciaires qui en ressentent le besoin et justifient de son utilité dans le cadre d'une procédure pénale.

A titre d'exemple, les cas dans lesquels une telle utilisation peut être envisagée sont les suivants :

- Un parquet belge souhaite organiser une réunion avec une autorité judiciaire étrangère dans le cadre d'une commission rogatoire internationale ou pour un simple échange de renseignements. Une telle réunion peut aussi parfaitement se dérouler à l'initiative du juge d'instruction chargé du dossier.
- Un juge d'instruction belge ou un parquet souhaite l'audition d'un témoin, d'un expert, d'un inculpé, le cas échéant détenu, qui se trouve à l'étranger
- Une concertation est nécessaire entre un parquet et une autorité policière étrangère.

4. Le cadre juridique.

4.1 Législation européenne :

L'utilisation de la vidéoconférence est déjà prévue dans plusieurs textes conventionnels européens et, notamment, par exemple :

- La convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale du 29 mai 2000 prévoit (article 10) expressément la possibilité d'entendre par vidéoconférence une personne en qualité d'expert ou de témoin.
- La directive du Conseil du 29 avril 2004 relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité prévoit à l'article 9 §1 « Si l'autorité de décision décide, conformément au droit de l'État membre dont elle relève, d'entendre le demandeur ou toute autre personne telle qu'un témoin ou un expert, elle peut contacter l'autorité chargée de l'assistance afin de prendre les dispositions nécessaires pour que les intéressés soient entendus directement par l'autorité de décision, conformément au droit de l'État membre dont ils relèvent, par le biais, notamment, de la téléconférence ou de la vidéoconférence... »
- La décision-cadre du Conseil du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales prévoit à l'article 11§1 « Chaque État membre veille à ce que ses autorités compétentes soient en mesure de prendre les mesures appropriées pour atténuer les difficultés qui surgissent lorsque la victime réside dans un autre État que celui où l'infraction a été commise, en particulier en ce qui concerne le déroulement de la procédure. À cette fin, ces autorités doivent notamment être en mesure de: - recourir le plus largement possible aux dispositions relatives à la vidéoconférence et à la téléconférence prévues aux articles 10 et 11 de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne du 29 mai 2000 pour l'audition des victimes résidant à l'étranger ».

4.2 Législation belge.

Pour l'utilisation de la vidéoconférence, il convient aussi de ne pas perdre de vue quelques textes législatifs importants et, notamment,

- La loi du 2 août 2002 relative au recueil de déclarations au moyen de médias audiovisuels a introduit dans le code d'instruction criminelle des dispositions concernant l'audition à distance (articles 112 et 112 bis) et l'enregistrement audiovisuel et audio de l'audition (art. 112 ter). Cette loi doit être lue pour certains aspects avec la loi du 8 avril 2002 concernant les témoins anonymes et la loi du 7 juillet 2002 contenant des règles relatives à la protection des témoins menacés.

L'audition à distance permet au tribunal, sur réquisition du procureur du Roi d'entendre par vidéoconférence, soit un témoin menacé, soit un témoin ou un expert résidant à l'étranger, lorsque la réciprocité est garantie et de l'accord de la personne concernée, lorsqu'il n'est pas possible ou

souhaitable que la personne à entendre compareisse en personne. Cette audition doit faire l'objet d'un enregistrement, sauf devant la cour d'assises en raison de l'oralité de la procédure.

Au stade de l'enquête

L'article 112 règle l'utilisation de la vidéoconférence au stade de l'enquête et prévoit qu'elle ne peut être utilisée par le procureur du Roi ou le juge d'instruction que pour l'audition :

- d'un témoïn menacé à qui la commission de protection de témoins menacés a octroyé une mesure de protection ou
- d'un témoïn, un expert ou une personne soupçonnée résidant à l'étranger, lorsque la réciprocité est garantie, avec son accord, s'il n'est pas souhaitable ou possible que la personne à entendre compareisse en personne. Par réciprocité, on entend la possibilité tant au plan technique que juridique, d'organiser une telle vidéoconférence pour des témoins, expert ou personnes soupçonnées résidant en Belgique. Il n'est pas nécessaire qu'une convention le prévoit, une simple circulaire suffit.

Au stade de l'audience

L'utilisation de la vidéoconférence pendant la procédure au fond est quasi identique à celle durant l'enquête préalable. (Art 158 bis C.I.Cr)

On peut donc procéder à l'audition vidéo-filmée, sur réquisition motivée du procureur du Roi :

- d'un témoïn menacé à qui la commission de protection de témoins menacés a octroyé une mesure de protection ou
- d'un témoïn, un expert résidant à l'étranger, lorsque la réciprocité est garantie, avec son accord, s'il n'est pas souhaitable ou possible que la personne à entendre compareisse en personne.

Il n'est donc pas possible d'entendre un inculpé par ce moyen, la règle étant sa comparution devant la juridiction de jugement. Ici encore l'audition doit faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel.

Devant la cour d'assises

L'article 298 C.I.Cr prévoit que sur réquisition motivée du procureur général, la cour d'assises peut décider d'entendre par le biais d'une vidéo-conférence :

- un témoin menacé à qui la commission de protection de témoins menacés a octroyé une mesure de protection ou
- un témoin, un expert résidant à l'étranger, lorsque la réciprocité est garantie, avec son accord, s'il n'est pas souhaitable ou possible que la personne à entendre compareaisse en personne. Donc en aucun cas un accusé.

Dans le cadre de la détention préventive

En ce qui concerne la piraterie maritime.

Article 2, §5 de la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire prévoit : « L'audition de la personne privée de liberté peut se faire par des moyens radio, téléphoniques, audio-visuels ou d'autres moyens techniques qui permettent une transmission directe de la voix entre le juge d'instruction et le suspect tout en garantissant la confidentialité de leurs échanges. »

En ce qui concerne les militaires belges à l'étranger.

Article 16, §5 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive prévoit: « Lorsque le mandat d'arrêt est exécuté conformément à l'article 19, § 1er bis, il est recouru lors de l'interrogatoire à des moyens radio, téléphoniques, audio-visuels ou d'autres moyens techniques qui permettent une transmission directe de la voix entre le juge d'instruction et le suspect tout en garantissant la confidentialité de leurs échanges. »

5. Les frais de justice

L'utilisation de la vidéoconférence entraîne des frais dont il convient de tenir compte. Deux hypothèses doivent être prises en considération.

La première est l'organisation d'une réunion informelle non liée à une procédure particulière. En ce cas les frais d'utilisation de l'appareil seront supportés par le parquet fédéral (SPF justice).

La seconde est l'utilisation de l'appareil dans le cadre d'une procédure judiciaire déterminée. En ce cas, il conviendra de prévoir comme frais de justice l'utilisation de la ligne ISDN et, le cas échéant, la désignation d'un traducteur pour assister la personne à entendre.

On peut espérer la réalisation d'importantes économies budgétaires grâce à l'utilisation de la vidéoconférence.

6. L'utilisation de la vidéoconférence : statistiques et pratiques.

Depuis l'installation du système auprès du P.F (le 15 avril 2013) des vidéoconférences ont été utilisées 6 fois dans le cadre de l'exécution de commissions rogatoires internationales, c'est-à-dire à la demande d' autorités étrangères.

Dans tous ces cas, c'était dans le cadre de procédures en cours, et plus spécifiquement à la demande des cours et tribunaux étrangères, afin de procéder à des auditions au cours d'un procès, pendant une audience, par exemple, pour entendre un témoin.

A une reprise, le système a été utilisé à l'initiative du parquet fédéral pour une réunion de concertation et de coordination avec des collègues étrangers dans un dossier en cours.

Toutes ces vidéo-conférences ont été réalisées sans aucun problème.

Il apparaît que cet instrument est particulièrement utile dans les dossiers internationaux car il permet d'éviter des déplacements coûteux.

On a aussi constaté que des témoins sollicités pour apporter leur témoignage par ce moyen acceptent plus facilement à collaborer avec les autorités étrangères en évitant des déplacements à l'étranger.

Actuellement un projet de circulaire du Collège des procureurs généraux est en cours d'élaboration avec le procureur général de Gand afin d'informer les autorités judiciaires belges du projet, des utilisations possibles et des modalités d'utilisation du matériel.

x x

x

Inhoudiging op 12/11/2013 door mevrouw de Minister van Justitie van het op het federaal parket geïnstalleerde videoconferentiesysteem.

1. Inleiding

Sedert 15 april 2013 is er op het federaal parket een videoconferentiesysteem geïnstalleerd. Een videoconferentiesysteem is een vorm van audiovisuele teleconferentie in dialoogmodus die instaat voor de overdracht in twee richtingen, in real time, van klank en bewegend beeld in kleur tussen groepen gebruikers die zich op twee of meer verschillende plaatsen bevinden.

Dit project werd gerealiseerd op initiatief van de FOD Justitie en van het federaal parket om de kwaliteit en de communicatiesnelheid te verbeteren, en verplaatsingen, zowel op nationaal als op internationaal vlak, die belangrijke kosten en risico's met zich brengen, te vermijden.

Dit project kadert in het Europese e-justitieproject « Transnational Use of Videoconferencing – True-to-life Implementation » dat erop is gericht het gebruik van videoconferentie in de landen van de Europese Unie aan te moedigen en dat ruim werd gesubsidieerd.

2. Beschrijving van het materiaal

Op de 7^{de} verdieping van het Montesquieugebouw in Brussel, Wolstraat 66, zetel van het federaal parket, werd een speciaal lokaal ingericht.

Het Polycom HDX 8000-systeem maakt uitwisseling van communicatie mogelijk in High Definition en beschikt over alle modernste functionaliteiten voor dit type uitrusting.

Het bestaat uit twee reuzenschermen waartegenover de gebruikers plaatsnemen, waarbij het ene de uitgaande beelden toont, het andere de inkomende beelden, en uit 3 camera's die het mogelijk maken dat er tegelijk ingezoomd kan worden op het geheel, in detail en documenten kunnen worden gelezen.

De overdracht kan computergestuurd gebeuren, in « Intergrated Service Digital Network » (ISDN), en is beveiligd. Er is ook in een opnamesysteem voorzien.

3. Gebruik van het materiaal

3.1. Het federaal parket

Het door het federaal parket uitgewerkt project vermeldt een aantal bevoegdheden waarbij het gebruik van videoconferentie bijzonder nuttig, om niet te zeggen onmisbaar, blijkt te zijn, en dit meer bepaald in het kader van de internationale gerechtelijke betrekkingen en de tenuitvoerlegging van internationale rechtshulpverzoeken. Het gaat ofwel om gerechtelijke procedures, in de fase van het opsporingsonderzoek, van het gerechtelijk onderzoek, van de terechtzitting of van de strafuitvoering, ofwel om bijeenkomsten of informatie-uitwisselingen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van het federaal parket. Bijvoorbeeld:

- inzake zeepiraterij: in het kader van operatie Atalanta waarbij een Belgisch militair schip patrouilleert langs de Afrikaanse kust om piraten te onderscheppen die Belgische schepen aanvallen of Belgische belangen schaden. Het kan noodzakelijk zijn om over te gaan tot ondervragingen of het onder aanhoudingsbevel plaatsen van piraten door een Belgische onderzoeksrechter. Er is al een dergelijk verhoor gebeurd met materiaal van Defensie bij de arrestatie van piraten betrokken bij de kaping van de « Pompeï ».

- in het kader van inbreuken gepleegd door Belgische militairen met opdracht in het buitenland, kan het eveneens noodzakelijk zijn over te gaan tot het verhoor en tot het afleveren van een aanhoudingsbevel op afstand door een onderzoeksrechter.
- De bescherming van bedreigde getuigen, het verhoor van getuigen of deskundigen die in het buitenland verblijven kan het aanwenden van videoconferentie rechtvaardigen.
- Ingeval van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht kan het federaal parket de strafvordering uitoefenen voor in het buitenland gepleegde feiten.
- De internationale samenwerking die behoort tot de bevoegdheden van het federaal parket rechtvaardigt heel dikwijls het gebruik van videoconferentie voor informatie-uitwisseling of het beleggen van coördinatievergaderingen, meer bepaald met Eurojust, en voor het uitvoeren van internationale rechtshulpverzoeken.
- De strijd tegen terrorisme en de zware en grensoverschrijdende georganiseerde criminaliteit noopt tot het leggen van veelvuldige contacten met buitenlandse magistraten of gerechten.

Als frequente toepassingen kunnen worden vermeld:

- een buitenlandse gerechtelijke autoriteit verzoekt om het rechtstreekse verhoor van een getuige in het kader van een terechtzitting.
- een buitenlandse gerechtelijke autoriteit verzoekt om het verhoor van een getuige in België om diens getuigenis op te nemen en te vermijden dat hij naar het land van de procedure moet worden overgebracht.
- een buitenlandse overheid verzoekt om het verhoor van een in beschuldiging gestelde persoon, eventueel aangehouden, van een verdachte of van een deskundige.
- een buitenlandse overheid verzoekt een confrontatie te organiseren tussen 2 of meer personen.

3.2 De andere rechtsmachten

Teneinde het optimale gebruik van het aan het federaal parket ter beschikking gestelde materiaal te garanderen werd beslist dat ook andere gerechtelijke autoriteiten er gebruik van kunnen maken, als ze daar behoefte aan hebben en het gebruik ervan in een strafprocedure kunnen rechtvaardigen.

Als voorbeeld waarin een dergelijk gebruik overwogen kan worden, kan worden vermeld:

- een Belgisch parket wenst een bijeenkomst te organiseren met een buitenlandse gerechtelijke autoriteit in het kader van een internationaal rechtshulpverzoek of voor een eenvoudige uitwisseling van inlichtingen. Een dergelijke bijeenkomst kan ook perfect gehouden worden op initiatief van de met het dossier gelaste onderzoeksrechter.
- een Belgische onderzoeksrechter of parket wenst het verhoor van een getuige, van een deskundige, van een in verdenkinggestelde, eventueel aangehouden, die zich in het buitenland bevindt
- er is overleg nodig tussen een parket en een buitenlandse politieautoriteit

4. Het juridisch kader.

4.1 Europese wetgeving:

Verschillende Europese verdragsteksten voorzien reeds in het gebruik van videoconferentie, bijvoorbeeld:

- De overeenkomst betreffende wederzijdse rechtshulp in strafzaken van 29 mei 2000 bepaalt (in artikel 10) uitdrukkelijk de mogelijkheid om een persoon via videoconferentie als deskundige of getuige te verhoren.
- de Richtlijn van de Raad van 29 april 2004 betreffende de schadeloosstelling van slachtoffers van misdrijven bepaalt in artikel 9 §1 «Indien de beslissende instantie, overeenkomstig de wetgeving van de lidstaat waar zij is gevestigd, beslist de aanvrager of een derde, zoals een getuige of een deskundige, te horen, kan zij contact opnemen met de assistentie verlenende instantie opdat de betrokkenen rechtstreeks door de beslissende instantie worden gehoord, overeenkomstig de wetgeving van de lidstaat waar zij is gevestigd, met name per telefoon- of videoverbinding ...»
- het Kaderbesluit van 15 maart 2001 inzake de status van het slachtoffer in de strafprocedure bepaalt in artikel 11§1 dat «Elke lidstaat [ervoor zorgt] dat zijn bevoegde autoriteiten in staat zijn passende maatregelen te treffen om de

problemen die het gevolg zijn van het feit dat het slachtoffer in een andere staat woont dan die waar het strafbare feit begaan is, zo beperkt mogelijk te houden, in het bijzonder voor wat betreft het verloop van de procedure. Daartoe moeten die autoriteiten in het bijzonder in staat zijn: - voor het verhoor van getuigen met woonplaats in een andere lidstaat zoveel mogelijk gebruik te maken van de bepalingen over videoconferentie en telefoonconferentie in de artikelen 10 en 11 van de Overeenkomst tussen de lidstaten van de Europese Unie van 29 mei 2000 betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken ».

4.2 Belgische wetgeving.

Het past eveneens om, voor het gebruik van videoconferentie, enkele belangrijke Belgische wetteksten aan te halen, meer bepaald:

- De wet van 2 augustus 2002 betreffende het afnemen van verklaringen met behulp van audiovisuele media die in het wetboek van strafvordering wetsbepalingen heeft ingeschreven met betrekking tot het verhoor op afstand (artikelen 112 en 112bis) en de audiovisuele of de auditieve opname van het verhoor (art. 112ter). Deze wet moet onder bepaalde aspecten samen worden gelezen met de wet van 8 april 2002 betreffende de anonimiteit van de getuigen en de wet van 7 juli 2002 houdende een regeling voor de bescherming van bedreigde getuigen en andere bepalingen.

Het verhoor op afstand stelt de rechtbank in staat, op vordering van de procureur des Konings om via videoconferentie, ofwel een bedreigde getuige, ofwel een getuige of deskundige die in het buitenland verblijft, te verhoren, wanneer de wederkerigheid is verzekerd en met de instemming van de betrokken persoon, wanneer het niet mogelijk of wenselijk is dat de te verhoren persoon persoonlijk verschijnt. Dit verhoor moet opgenomen worden, behalve voor het assisenhof wegens het mondelinge karakter van de procedure daar.

Tijdens het onderzoek

Artikel 112 regelt het gebruik van videoconferentie tijdens het onderzoek en bepaalt dat ze enkel mag gebruikt worden voor het verhoor door de procureur des Konings of de onderzoeksrechter:

- van een bedreigde getuige aan wie de Getuigenbeschermingscommissie een beschermingsmaatregel heeft toegekend of

- van een in het buitenland verblijvende getuige, deskundige of verdachte, wanneer ter zake wederkerigheid is gewaarborgd, en dit met zijn instemming, indien het niet wenselijk of mogelijk is dat de te horen persoon persoonlijk verschijnt. Onder wederkerigheid verstaan we de mogelijkheid zowel op technisch als juridisch vlak om een dergelijke videoconferentie te organiseren voor in België verblijvende getuigen, deskundigen of verdachten. Een verdrag hieromtrent is niet nodig, een eenvoudige circulaire volstaat.

Tijdens de terechtzitting

Het gebruik van videoconferentie tijdens de procedure ten gronde is nagenoeg hetzelfde als die tijdens het voorafgaande onderzoek. (Art 158 bis Sv.)

Er kan dus overgegaan worden tot het audiovisueel verhoor op met redenen omklede vordering van de procureur des Konings:

- van een bedreigde getuige aan wie de Getuigenbeschermingscommissie een beschermingsmaatregel heeft toegekend of
- van een in het buitenland verblijvende getuige of deskundige, wanneer ter zake wederkerigheid is gewaarborgd, en dit met zijn instemming, indien het niet wenselijk of mogelijk is dat de te horen persoon persoonlijk verschijnt.

Het is niet mogelijk via deze weg een verdachte te verhoren, aangezien het de regel is dat hij verschijnt voor het vonnisgerecht. Ook hier dient een audiovisuele opname van het verhoor gemaakt te worden.

Voor het hof van assisen

Artikel 298 Sv. bepaalt dat het hof van assisen op met redenen omklede vordering van de procureur-generaal kan beslissen de volgende personen te horen via een videoconferentie:

- een bedreigde getuige aan wie de Getuigenbeschermingscommissie een beschermingsmaatregel heeft toegekend of
- een in het buitenland verblijvende getuige of deskundige wanneer ter zake wederkerigheid is gewaarborgd, en dit met zijn instemming, indien het niet

wenselijk of mogelijk is dat de te horen persoon in persoon ter zitting verschijnt. Dus in geen geval een beschuldigde.

In het kader van de voorlopige hechtenis

Wat de maritieme piraterij betreft.

Artikel 2, §5 van de Wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt: “Het verhoor van de van zijn vrijheid beroofde persoon kan gebeuren door middel van radio, telefoon, audiovisuele of andere technische middelen die een rechtstreekse overbrenging van de stem tussen de onderzoeksrechter en de verdachte, mogelijk maken en de vertrouwelijkheid van hun gesprek waarborgen.”

Wat de Belgische militairen in het buitenland betreft.

Artikel 16, §5 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis bepaalt: “ Wanneer het bevel tot aanhouding wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 19, § 1bis, gebeurt deze ondervraging door middel van radio, telefoon, audiovisuele of andere technische middelen die een rechtstreekse overbrenging van de stem tussen de onderzoeksrechter en de verdachte toelaten en de vertrouwelijkheid van hun gesprek waarborgen.

5. Gerechtskosten

Het gebruik van videoconferentie brengt kosten met zich mee, waarmee dient rekening gehouden te worden. Twee hypothesen moeten in acht genomen worden.

De eerste betreft de organisatie van een informele vergadering die niet verbonden is aan een specifieke procedure. In dit geval worden de kosten voor het gebruik gedragen door het federaal parket (FOD Justitie).

De tweede is het gebruik van de apparatuur in het kader van een welbepaalde gerechtelijke procedure. In dat geval, moeten het gebruik van de ISDN-lijn en de eventuele aanstelling van een vertaler om de te verhoren persoon bij te staan, als gerechtskosten in aanmerking genomen worden.

Er mag verwacht worden dat het gebruik van videoconferentie belangrijke besparingen kan opleveren.

6. Gebruik van videoconferentie: statistieken en praktijk.

Sinds de installatie van het systeem op het federaal parket (op 15 april 2013) vonden 4 videoconferenties plaats in het kader van de uitvoering van internationale rechtshulpverzoeken, dit op vraag van buitenlandse instanties.

In al deze gevallen gebeurde dit in het kader van lopende procedures, meer bepaald op verzoek van buitenlandse hoven of rechtbanken, om over te gaan tot het verhoor hangende een proces, tijdens een terechtzitting van, bijvoorbeeld, een getuige.

Eenmaal werd het systeem gebruikt op initiatief van het federaal parket voor een overleg- en coördinatievergadering met buitenlandse collega's in een lopend dossier.

Al deze videoconferenties verliepen zonder enige problemen.

Dit instrument blijkt bijzonder nuttig in internationale dossiers, omdat hierdoor hoge verplaatsingskosten kunnen vermeden worden.

Er werd ook vastgesteld dat getuigen die om hun getuigenis gevraagd werden via deze weg gemakkelijker hun medewerking verleenden aan de buitenlandse instanties, aangezien zo verplaatsingen naar het buitenland kunnen vermeden worden.

Op dit ogenblik wordt een ontwerp van omzendbrief van het College van procureurs-generaal voorbereid met de procureur-generaal van Gent om de Belgische gerechtelijke autoriteiten in te lichten over het project, over de mogelijke toepassingen en over de gebruiksmodaliteiten voor het materiaal.